



# PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES  
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET DES  
INSTALLATIONS CLASSÉES

869/jpr/ag

**Arrêté du 8 décembre 2023  
portant mise en demeure à la société VOCO - SARL  
de respecter certaines des dispositions applicables à ses installations sises à Dannemarie**

**Le préfet du Haut-Rhin**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

**VU** le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I ;

**VU** le livre V, titre IV du code de l'environnement et notamment son article L 541-7-1, modifié par Loi n°2020-105 du 10 février 2020 – art.118

**VU** l'arrêté préfectoral n°02\_2330 du 22 Août 2002, portant autorisation d'exploiter au titre du Titre 1<sup>er</sup> du Code de l'environnement;

**VU** le rapport du 13 novembre 2023 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées;

**VU** la transmission à l'exploitant du projet d'arrêté portant mise en demeure par courriel en date du 24 novembre 2023 ;

**VU** le courriel de l'exploitant du 24 novembre 2023 n'ayant pas d'observation à formuler sur ledit projet de mise en demeure.

**Considérant** que lors de l'inspection du 08 novembre 2023 et l'examen des documents associés l'Inspection a pu constater :

- l'incohérence de l'étiquetage des contenants de déchets dangereux présents dans la zone d'attente de prise en charge par traiteur de déchets, avec les déchets qu'ils contenaient, ce, en non-conformité aux dispositions de l'article L 541-7-1 du code l'environnement ;

**Considérant** les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : *«Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux,*

*aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine».*

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

La société VOCO - SARL, désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté, et dont le siège social est situé Rue des Tilleuls BP 48 - 68210 DANNEMARIE, est mise en demeure de respecter, dans le délai prévu à l'article suivant, les prescriptions reprises ci-après, pour l'exploitation de ses installations situées à la même adresse.

### **Article 2 :**

- **Dans un délais de 2 mois**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article L 541-7-1 du code de l'environnement susvisé :

« Déchets dangereux »

*« [...]Tout producteur ou détenteur de déchets dangereux est tenu d'emballer ou de conditionner les déchets dangereux et d'apposer un étiquetage sur les emballages ou contenants conformément aux règles internationales et européennes en vigueur.[...] »*

### **Article 3 :**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

### **Article 4 :**

Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

### **Article 5 :**

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service de l'inspection des installations classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le 8 décembre 2023

Le préfet,  
pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général

**SIGNÉ**

Christophe MAROT